

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Amerique-Latine-Les-signes-d-un-continent-en-mouvement>

# **Amérique Latine Les signes d'un continent en mouvement.**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : samedi 8 novembre 2008

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 8 novembre 2008.

Un vieux dicton de l'histoire des guerres dit que quand une victoire n'est pas suivie d'une autre victoire, il faut prendre en compte la possibilité d'une déroute. Certes, cette déclaration générale doit avoir des applications particulières pour qu'elle prenne sens. Plusieurs signes de la réalité sociale et politique du continent imposent l'obligation de prévoir, comme condition *sine qua non* à toute compréhension et préparation au fait que le vent va tourner.

Ce qu'apprenaient les navigateurs qui partaient en mer après tant de naufrages et de pertes, comme le rappellent Haraldson et Conrad dans leurs récits. Mais à la différence de ces anciennes catastrophes navales, celles de la politique ont l'habitude d'être plus dévastatrices et sérieuses. Bien que nous ne soyons pas face à une perspective imminente de revers comme dans les années 70, quelques signes doivent déjà déclencher les clignotants oranges. Il est certain que les usures électorales au Brésil et au Chili ne sont pas un échec pour l'Amérique Latine, encore. Mais elles peuvent ouvrir le chemin vers celui-ci. « C'est un message qu'envoient les électeurs et s'il n'y a pas de correction, le fauteuil présidentiel est perdu », a déclaré l'analyste chilien Juan Francisco Coloane. Cela vaut aussi, mais doublement, pour Lula, Tabaré et les autres.

Le fait que ces fiascos soient minimisés par les présidents et les dirigeants de ces pays met seulement en relief les dangers sous-jacents et leur importance régionale, spécialement à travers un fait : rien ne prépare plus l'avancée d'un ennemi que surévaluer ses propres forces ; dialectiquement cela signifie sous-évaluer celles des autres. Et le pire : fuir la vérité ne sert en rien pour changer de direction.

A ceux du Brésil et du Chili nous devons ajouter les très graves coûts du soulèvement de la droite dans le croissant bolivien. Son impact a été plus grand et plus transcendant. Il suffit de remarquer qu'on était dans la lutte directe, avec des méthodes de guerre civile et affectant le pouvoir de l'État-nation. La dureté du conflit a obligé le gouvernement à reculer et à faire des concessions pour pouvoir continuer. Les pas en arrière qu'ont faits les préfets de droite et leurs changements tactiques montrent seulement leur capacité d'adaptation plus que leur faiblesse, d'un côté, et le poids d'Unasur comme organe diplomatique indépendant des US de l'autre. Ajoutons quatre données sans lesquelles seraient incompréhensibles les tendances politiques du continent. Le régime criminel de la Colombie, bien qu'Uribe ne peut pas briguer une autre présidence, est consolidé, entre d'autres choses parce que les FARC, sa crainte principale pour l'instant, cherchent dans la "politique civile" ceux qu'ils ont perdu dans la base paysanne par épuisement historique et décomposition interne.

Au Venezuela on a senti la première secousse politique en décembre de l'année dernière. Certains mauvais signes pourraient en annoncer une autre le 23 novembre prochain, au moins dans cinq gouvernements régionaux sur la vingtaine en consultation. Bien que Chavez conserve une popularité très élevée, au-dessus de 60%, plusieurs de ses candidats frisent les 40%, dans cinq États importants. L'Argentine a commencé à payer cher en termes politiques sa dette extérieure irrémédiable, et les mauvais effets de la fin défavorable de la grève des riches des campagnes. Et pour finir, ce qui n'est pas négligeable : les puissances mondiales font ce qu'elles ont fait durant un siècle entier : déplacer les coûts de la crise capitaliste vers les pays opprimés.

Ni la science-fiction de l'« Amero », un remplaçant supposé du dollar, ni la supercherie suicidaire des « blindages nationaux » empêcheront ce qu'ils pourraient empêcher s'ils agissaient à l'envers. À la chute proprement dite des prix des matières premières et des exportations locales, suit la baisse des investissements nationaux et étrangers ; et comme il fallait le prévoir : les capitaux continueront de se réfugier dans le billet vert, parce que dans la logique du capital, c'est mieux de se loger dans un empire en crise que dans ses États subsidiaires.

C'est dans cette combinaison dynamique de facteurs que les signes d'avertissement résident.

Il faut seulement ajouter deux données politiques de haute densité. La première est que l'alternative politique anticapitaliste ou anti-impérialiste d'aujourd'hui est plus faible qu'en 1975 et qu'en 1929.

La deuxième, est que les limites innées du capitalisme amènent la relation de l'homme avec la nature au bord de la rupture, détruisant la capacité productive humaine sur cette planète. Les hardiesses du président Chavez pour construire une sortie indépendante à la la faillite financière ont seulement eu des échos en Équateur et en Bolivie, sans oublier que La Paz se heurte au "capitalisme andin" et le reste avec l'autre capitalisme.

Les durs échecs de 1973 à 1976, qui ont commencé en réalité avec le massacre en Indonésie et la dictature du Brésil entre 1964 et 1966, ont conduit à l'installation continentale du néolibéralisme dans toutes ses expressions. Les résultats sont là. Une telle avancée fut accompagnée par l'une des plus grandes capitulations de la gauche et du nationalisme au cours du XXe siècle. Sans ce recul politique et culturel, il n'y aurait d'explication rationnelle à la destruction capitaliste qui a mené à la catastrophe financière actuelle et met l'humanité au bord de l'abîme écologique, énergétique et alimentaire.

Quand cela arrive, quelque chose de mauvais est entrain de bouger vers quelque part.

**Traduction de l'espagnol pour *El Correo* :** Estelle et Carlos Debiasi